

SÉANCE 3 : L'ENCADREMENT JURIDIQUE DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION : PEUT-ON TOUT DIRE ?

La liberté d'expression fait partie des libertés fondamentales. Pilier de la démocratie, elle est inscrite dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 et dans la Constitution de 1958. **Mais peut-on tout dire ? Quelles sont les limites de la liberté d'expression ?**

Manuel Magnard 2019.

Etape 1 : Se familiariser avec le sujet en analysant un dossier documentaire (manuel numérique en ligne le Livre scolaire + manuel Magnard 2019)

1 Les clés des médias : la liberté d'expression et ses limites



Questions :

- 1) Définissez la liberté d'expression à l'aide du document 1 p308.
- 2) A l'aide de la vidéo et/ou du document 4, présentez les limites à la liberté d'expression en France. Selon vous, pourquoi la liberté d'expression doit-elle être recadrée ?
- 3) A l'aide des documents 2 ci-contre et du document 2 p308, précisez les enjeux liés à l'exercice de la liberté d'expression sur Internet.
- 4) Pourquoi ces dessins de presse sont-ils autorisés par la loi (document 3 p309 et 5) ?
- 5) Pourquoi peut-on dire que la liberté d'expression est une liberté dont les acquis restent fragiles (document 3 et 4) ?

2 Liberté d'expression ou droit d'injurier ?



Créé en 2006, Twitter compte aujourd'hui des millions d'utilisateurs dans le monde. Plus de 500 millions de tweets sont envoyés par jour.

Dessin de Deligne paru dans *La Croix*, 7 janvier 2013.

2 Peut-on tout dire sur les réseaux sociaux ?

Twitter
@Twitter



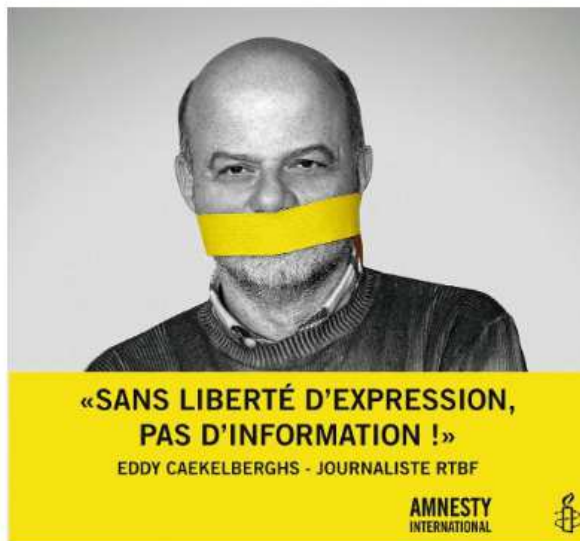
#SiMonFilsEstGay Je n'ai plus de fils, je le plante !



22 Dec 2012

Des vagues homophobes, racistes ou antisémites touchent régulièrement Twitter : ici, un tweet datant du 23 décembre 2012.

3 Une campagne contre la censure sur Internet



Le 12 mars est la Journée mondiale de lutte contre la censure sur Internet. En 2016, cette campagne d'Amnesty International dénonçait la censure exercée sur Internet par des gouvernements, mettant en péril la liberté d'expression.

5 La question de l'humour



4 Des limites légales à la liberté d'expression

Il existe des limites à la liberté d'expression. Elle est encadrée par la loi française. Cet encadrement se fonde notamment sur l'article 4 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen qui stipule que « la liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui ». Les limites à la liberté d'expression sont précisées par la loi du 29 juillet 1881. La diffamation ou l'injure sont ainsi passibles d'une condamnation. La provocation à la discrimination, la haine ou la violence envers des personnes « à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée » (article 24 de la loi du 29 juillet 1881 modifiée) l'est également. La provocation à la haine ou à la violence « à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes à raison de leur sexe, de leur orientation ou identité sexuelle ou de leur handicap » est pareillement proscrite. Les personnes qui tiennent de tels propos sont passibles d'une peine d'un an d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende. De même, l'apologie des crimes contre l'humanité est réprimée depuis la loi Gayssot du 13 juillet 1990. [...] Enfin, l'apologie du terrorisme est elle aussi durement punie : depuis la loi du 13 novembre 2014, une personne qui se livre à cette apologie du terrorisme risque jusqu'à sept ans d'emprisonnement et 100 000 euros d'amende.

Christophe Gracieux, « Les limites à la liberté d'expression », Fresques, *Ina.fr*, 14 janvier 2015.

Étape 2 : Approfondir le sujet en menant des recherches personnelles

Étape 3 : Rédigez une réponse argumentée pour répondre à la question suivante : « Exercer la liberté d'expression en France signifie-t-il que l'on peut tout dire ? »

Formes de productions possibles : pad collaboratif (outil ENT) complété au fur et à mesure par les élèves ; enregistrement oral, document de traitement de texte etc.